

Les transferts de fonds des migrants vers l'Afrique exercent-ils un effet de levier sur l'investissement et sur la croissance économique ?

—

Nor-eddine OUMANSOUR
Mohamed AZEROUAL
Sarrah BAHJI

A propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS rassemble des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C, Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal, Hay Riad, Rabat - Maroc.
Email : contact@ocppc.ma
Tél. : +212 5 37 27 08 08 / Fax : +212 5 37 71 31 54
Site Web : www.policycenter.ma



Les transferts de fonds des migrants vers l'Afrique exercent-ils un effet de levier sur l'investissement et sur la croissance économique ?

Nor-eddine OUMANSOUR
Mohamed AZEROUAL
Sarrah BAHIJ

Résumé

Cet article analyse les retombées des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique et sur l'investissement domestique des pays africains. A cette fin, nous avons utilisé la Méthode des Moments Généralisés en Système en panels dynamiques pour un échantillon de 34 pays sur la période 1980-2016.

Les principaux résultats des estimations effectuées montrent que les transferts de fonds des migrants exercent un effet significatif et positif sur la croissance économique et sur l'investissement, mais cet effet demeure très faible. Cela s'explique, entre autres, par l'orientation de ces fonds qui sont, en majorité, destinés aux familles des migrants sous formes d'aides pour subvenir notamment à leurs besoins de consommation ou à l'acquisition des biens immobiliers, classés parmi les investissements à faible valeur ajoutée. Ainsi, le circuit d'investissement productif échappe, dans la plupart des cas, aux ressources financières émanant de la diaspora africaine à l'étranger.

Mots clés : Transferts de fonds des migrants, croissance économique, investissement domestique, pays africains.

JEL Classification: C510, F210.

Liste des abréviations :

APD : Aide Publique au Développement

FMI : Fonds monétaire international

GMM : Méthode des Moments Généralisés

IDE : Investissements Directs Etrangers

PIB : Produit Intérieur Brut

TFM : Transferts des Fonds des Migrants

A propos des auteurs

Nor-eddine OUMANSOUR

Enseignant-chercheur en Sciences économiques, titulaire d'un Doctorat en Sciences économiques de l'Université Mohammed V- Rabat/ FSJES-Agdal. Il est ex-fonctionnaire à la Direction des Études et de Coordination / Ministère du Commerce extérieur. Ses travaux de recherche portent sur l'évaluation des politiques commerciales, l'économie du travail, la modélisation microéconométrique et les problématiques en relation avec l'évaluation des politiques publiques.

Mohamed AZEROUAL

Enseignant-chercheur à l'ENSA de Khouribga/Université Sultan Moulay Slimane - Béni Mellal. Il est titulaire d'un Doctorat en Sciences économiques de la FSJES –Agdal/Université Mohammed V- Rabat et Lauréat de l'Institut supérieur de l'Administration. Ses travaux de recherche portent notamment sur l'investissement et la croissance économique et les problématiques liées aux politiques publiques. Il a travaillé pendant 5 ans au Ministère de l'Economie et des Finances/ Direction des Entreprises publiques et de la Privatisation sur des dossiers relatifs aux finances publiques et à la gouvernance des Etablissements et entreprises publiques.

Sarra BAHIJ

Ingénieur d'Etat au Ministère de l'Economie et des Finances. Elle est titulaire d'un diplôme d'ingénieur d'Etat de l'Ecole Mohammedia des Ingénieurs. Elle travaille actuellement sur des thématiques relatives à l'investissement et l'endettement des établissements et entreprises publics.

Les transferts de fonds des migrants vers l'Afrique exercent-ils un effet de levier sur l'investissement et sur la croissance économique ?

Introduction

L'effet des envois de fonds des migrants sur la croissance économique et sur l'investissement dans leur pays d'origine suscite de plus en plus un intérêt particulier chez la communauté scientifique et les décideurs publics. Cela est dû, en partie, à leur volume croissant et à leur contribution potentielle à la croissance et au développement des pays d'origine.

Selon la Banque mondiale (2016), le volume des envois de fonds des migrants vers les pays en développement est estimé à 429 milliards de dollars (américain). Ils sont devenus l'une des principales sources de financement externes des pays en développement et occupent la seconde position derrière l'investissement direct étranger (IDE)¹. Dans le cas des pays africains, les transferts des migrants constituent la première source de financement se situant en première position devant les IDE et l'aide publique au développement (APD). Au fil des années, les transferts constituent une manne financière incontournable, remédiant, ainsi, à l'insuffisance de l'épargne intérieure publique et influence favorablement la consommation privée, l'investissement et la croissance dans les pays d'origine. Les fonds transférés par les migrants augmentent non seulement le revenu des ménages et la croissance, mais également rétablissent l'équilibre de la balance des paiements en atténuant la pénurie de devises (Ben Jelili et Jellal, 2002).

En effet, contrairement à d'autres flux extérieurs, notamment les APD et les IDE, les envois de la diaspora résidant à l'étranger sont généralement stables et moins volatiles, ce qui en fait une source fiable pour le financement des économies d'origine. En plus, les envois de fonds résistent mieux que les autres formes de transfert parce qu'ils reposent sur des principes de solidarité et d'entraide entre les membres de famille.

La problématique des transferts de fonds des migrants revêt une importance particulière dans la littérature économique. Les travaux de recherche portent notamment sur les déterminants des transferts de fonds, les circuits empruntés par ces fonds et l'impact économique de ces opérations sur les pays bénéficiaires. A cet effet, beaucoup d'économistes et d'analystes ont réalisé des études empiriques sur divers aspects des envois de fonds, comme la motivation des envois de fonds, leur coût, leur impact sur la croissance économique et sur l'investissement domestique, leur effet sur le marché financier etc. Par ailleurs, les résultats demeurent non concluants, notamment sur l'impact de ces transferts sur la croissance économique et sur l'investissement dans les pays d'origine.

À cet égard, plusieurs recherches stipulent que les envois de fonds des migrants accélèrent les investissements et, par conséquent, la croissance des pays récipiendaires. A l'inverse, d'autres auteurs affirment que lesdits transferts, comme les flux de capitaux, peuvent apprécier le taux de change réel dans les économies bénéficiaires et risquent, donc, de générer une allocation de ressources des

1. OCDE (2006), « Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement », Perspectives des migrations internationales SOPEMI, pp. 149-174.

branches échangeables vers les branches non échangeables (Dietmar et Shera, 2017).

Au-delà des arguments économiques, les résultats de l'effet des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique font toujours l'objet de plusieurs limites d'ordre technique. Les travaux ayant étudié la relation entre les transferts de fonds et la croissance économique ont été effectués dans un cadre statique alors que l'aspect dynamique de cette relation mérite d'être évalué. A cet égard, les méthodes économétriques classiques utilisées, comme les données de panel à effet fixe et à effet aléatoire, ne permettent pas de contrôler la potentielle endogénéité qui peut exister entre les variables explicatives et la variable dépendante.

De ce fait, l'objectif principal de ce travail est d'évaluer empiriquement l'impact des envois de fonds des migrants sur la croissance économique et sur l'investissement dans les pays africains, tout en prenant en considération l'effet des autres spillovers, notamment les IDE et l'aide publique au développement. L'étude économétrique porte sur un panel de 34 pays africains sur la période 1980-2016. A l'aide de la méthode « GMM System en panels dynamiques », ce papier examine plus précisément dans quelle mesure les modes de financement extérieurs, via le canal des envois de fonds des migrants, d'IDE et d'aide publique au développement, affectent la croissance économique et l'investissement au niveau de l'Afrique.

Ainsi, le présent article comporte quatre sections. La première, rappelle la littérature empirique consacrée à l'analyse de l'interaction entre les transferts de fonds des migrants, la croissance et l'investissement avec un focus sur le cas des pays africains. La deuxième, propose une analyse descriptive de l'évolution des sources de financement des économies africaines. La troisième, présente la méthodologie d'estimation et les variables utilisées dans le modèle. Avant de conclure, les principaux résultats seront présentés et discutés au niveau de la dernière section.

I. Interaction entre transferts des fonds des migrants, croissance et investissement : Enseignements empiriques

A l'instar des IDE et des aides publiques au développement, l'impact des transferts des fonds des migrants sur la croissance économique et sur l'investissement n'a pas fait l'unanimité dans la littérature théorique et empirique. En effet, les retombées des flux financiers émanant des résidents à l'étranger sur le développement économique dépendent en grande partie de la manière de leur utilisation². C'est ainsi que certaines études concluent que les transferts de fonds de l'étranger stimulent la croissance, via notamment le circuit d'investissement, alors que d'autres études constatent l'inverse.

A cet égard, Charbit (2006) et Charbit et Chort (2006) trouvent une corrélation positive de (+0.32) mais faible entre le PIB par habitant et les transferts par habitant sur un échantillon de 57 pays. Ce résultat s'explique par le fait que « les migrants à l'étranger ne représentent qu'une faible fraction de la population active et, donc, du potentiel de création de richesse »³. Coiffard (2011), démontre également que les envois des migrants ont un impact très faible sur la croissance et sur l'investissement dans les pays fortement dépendant desdits transferts.

2. Investissements à forte valeur ajoutée.

3. Charbit, Y. et Chort, I. (2006). "Les transferts monétaires des migrants : pays industrialisés et pays en développement". Revue Européenne des Migrations Internationales, 22(2), p. 22.

Cependant, pour expliquer l'impact des transferts des fonds des migrants sur l'investissement et sur la croissance économique, la plupart des travaux prennent en considération le rôle du marché financier. Mais, les résultats s'avèrent, aussi, contradictoires. En effet, pour certains, il existe une relation de complémentarité entre ces variables, impliquant que les transferts favorisent le développement financier qui, à son tour, contribue à la stimulation de l'investissement et de la croissance, et vice-versa. Pour d'autres, il existe une relation de substituabilité supposant que les transferts de fonds peuvent combler les faiblesses du marché financier.

Ainsi, l'hypothèse de complémentarité est vérifiée par Mundaca (2009), qui démontre dans le cas des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, en utilisant les données de panel sur la période 1970-2002, que le développement financier a tendance à accroître la réactivité de la croissance aux transferts des migrants. Autrement dit, l'impact des transferts sur la croissance apparaît plus grand lorsque le marché financier est développé.

En revanche, l'hypothèse de substituabilité est testée par Fayissa et Nsiah (2008) et Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) qui trouvent que les transferts des migrants ont un impact positif dans les pays où le secteur financier est faiblement développé. L'argument avancé par ces auteurs est que les transferts de fonds des migrants constituent une alternative pour financer le développement dans les pays où le marché financier n'arrive pas à faire face à la demande des crédits du secteur privé. De ce fait, le niveau élevé de développement financier réduit le rôle des transferts des migrants dans l'encouragement des investissements.

Dans la même lignée d'idées, Murshed Chowdhury (2016), examine comment les transferts de fonds peuvent influencer la croissance économique, en utilisant les données de panel sur un échantillon de 33 pays en développement de 1979 à 2011, et démontre que l'effet d'interaction entre le développement financier et les envois de fonds ne favorise pas la croissance économique dans lesdits pays.

D'autres études mettent en avant le rôle des institutions, notamment la présence d'un environnement politique, économique et juridique propice (Ratha et mohapatra, 2007 ; de Haas, 2010). Dans ce sens, Catrinescu, Leon-Ledesma, Piracha et Quillin (2009) stipulent que les institutions telles que l'ordre public, la stabilité du gouvernement et la responsabilité démocratique, affectent positivement l'effet des envois de fonds sur la croissance.

Par ailleurs, Riccardo (2007) constate que les pays d'origine perdent à l'émigration sur trois volets. Le premier est celui du bien-être. Le deuxième est lié à la fuite des compétences qui ne peuvent pas être compensées par l'investissement dans l'éducation ou par les transferts de fonds, étant donné que les émigrés mieux formés ont une plus faible propension à envoyer des fonds. Le troisième est relatif à la chute potentielle des transferts qui peut induire à une croissance faible, aggravant ainsi les difficultés du pays d'origine.

S'agissant de la relation entre les transferts des fonds des migrants et l'investissement, des études mettent en évidence la liaison entre ces deux variables dans le cas des pays en développement. A cet effet, Bjuggren, Dzansi et Shukur (2008) étudient l'impact des envois de fonds sur les investissements, en se basant sur un échantillon de 70 pays, et trouvent que l'utilisation des envois de fonds pour l'investissement peut avoir un effet positif ou négatif selon le niveau de la qualité institutionnelle et de la profondeur de l'intermédiation financière. Dans le cas du Maroc, Jamal Bouoiyour (2013) analyse la relation entre le développement financier (approximé par la masse monétaire M2, les dépôts à

vue et les crédits à l'économie) et les transferts de fonds et démontre que ces derniers n'ont aucun impact sur les investissements. Par ailleurs, d'autres études soulignent la relation positive entre l'investissement des ménages et les transferts des migrants dans les pays en développement. Dans ce sens, Brown (1994) examine la relation entre les transferts de fonds, l'épargne et l'investissement aux îles des Tonga et Samoa et conclut que les transferts de fonds apportent une contribution significative à l'épargne et à l'investissement. De même, les études de Dustman et Kirchkamp (2002) et d'Alper et Neyapti (2006) sur la Turquie et celles de Mesnard (2004) dans le cas de la Tunisie montrent que les travailleurs qui ont un accès limité aux marchés financiers ont tendance à utiliser les transferts de fonds comme moyen pour investir. En outre, Drinkwater et al. (2006), dans une étude sur un panel de 20 pays entre 1970 et 2000, remarquent un impact positif des transferts de fonds sur l'investissement.

Dans le même sens, Meka'a (2015), analyse, pour le cas du Cameroun, la manière dont les transferts internes ou internationaux reçus affectent le comportement de dépense des ménages. Il trouve que les ménages bénéficiaires des envois de fonds internationaux dépensent moins pour les biens de consommation et plus pour l'investissement (éducation et logement) par rapport à ceux qui ne reçoivent pas de transferts. Ce qui confirme que les transferts peuvent constituer une source de financement pour le développement via l'accroissement du niveau d'investissement en capital humain et en capital physique.

Même s'il n'existe pas de consensus sur l'effet des fonds des migrants sur la croissance économique et sur l'investissement dans les pays d'origine, ils contribuent, néanmoins, à diminuer la pauvreté et à améliorer le niveau de vie des familles (Bakewell, 2009 ; Luthria, 2009 ; CNUCED, 2011) à travers notamment l'accès à l'alimentation de base, à l'eau potable, aux soins médicaux et à l'éducation des enfants, en particulier les filles (Docquier et al., 2008). En général, les transferts de fonds augmentent la probabilité de scolarisation dans certains pays (Institute for Public Policy Research et Global Development Network, 2010).

En outre, les résultats d'une étude menée par le Fonds monétaire International (FMI), sur un échantillon de 76 pays en développement, dont 24 pays d'Afrique subsaharienne, confirment que les envois des fonds réduisent la pauvreté. En effet, les transferts augmentent les ressources des ménages bénéficiaires et accroissent, par conséquent, leur consommation. Le FMI suggère donc d'intégrer les ménages dans le circuit du marché financier afin de les encourager à orienter la proportion des transferts qu'ils épargnent, qui peut aller jusqu'à 40%, vers des utilisations productives⁴.

II. Sources de financement des économies africaines

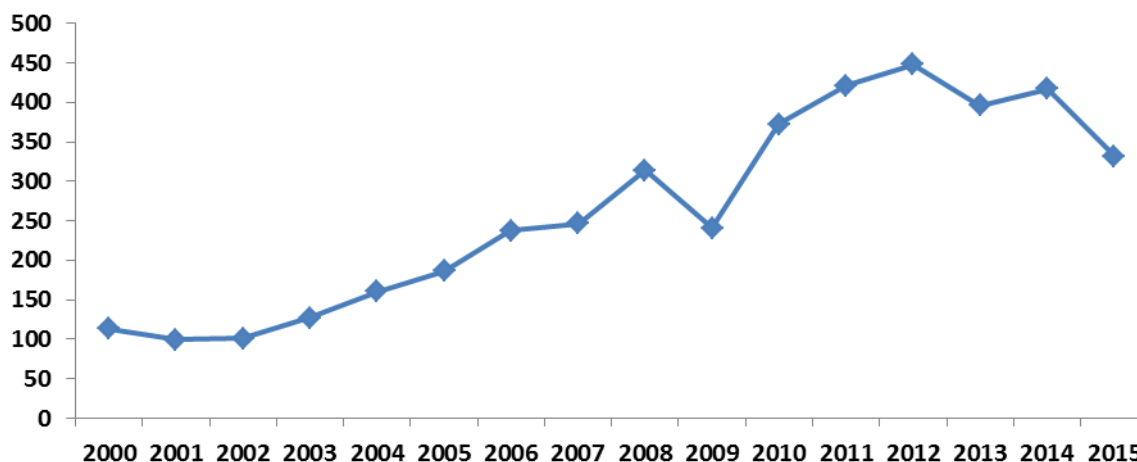
Le défi du développement économique et social des pays africains nécessite le renforcement des programmes d'investissements susceptibles de stimuler le taux de croissance économique. Ce challenge préconise, en parallèle, un effort en matière de mobilisation des financements à la fois internes et externes.

4. Sanjeev Gupta, Catherine Pattillo et Smita Wagh (2007), "L'impact bénéfique des envois de fonds sur l'Afrique", *Revue Finances & Développement* (Juin 2007), pp. 42 et 43.

2.1 - Rôle de l'épargne intérieure brute

L'épargne nationale brute constitue un levier important pour l'investissement en Afrique. L'expérience internationale démontre que les pays ayant connu une croissance soutenue disposent des taux d'épargne plus élevés que les pays à croissance faible ou moyenne.

**Graphique 1 : Evolution de l'épargne intérieure brute en Afrique
(en milliards de \$)**



Source : Elaboré par les auteurs, données de la Banque mondiale (BM).

Le taux d'épargne par rapport au produit intérieur brut (PIB) en Afrique a chuté, passant de 17% du PIB en 2000, avec des pics dépassant 20% en 2006 et 2007, à 15% en 2015, mais cette part varie d'un pays à l'autre. Sur un échantillon de 34 pays africains, objet de l'étude, les variations, en moyenne annuelle sur la période 2000-2015, sont encore plus visibles, allant de 47,6 % du PIB pour l'Algérie à moins 54% pour le Libéria (Sierra Leone, Guinée-Bissau, Comores et Burundi présentent aussi une épargne négative).

Bien que quelques pays aient atteint des taux d'épargne plus élevés, à l'instar du Botswana (36%), du Maroc (23%), du Nigéria (21%), de l'Afrique du Sud (20%), de la Côte d'Ivoire (20%) et de la Tunisie (19%), cette épargne demeure incompatible avec leurs besoins en termes d'investissement. Depuis 2008, le taux d'épargne intérieure brute de l'Afrique a toujours été inférieur au taux d'investissement intérieur. Avec un déficit de financement actuellement estimé à environ 6% du PIB, il est clair que la mobilisation des ressources suffisantes et stables constitue un vrai défi pour le continent⁵.

A titre d'illustration, les besoins de financement des grands projets structurants pour l'Afrique sont consistants, environ 94 milliards de dollars d'investissements en infrastructures par an, sur une décennie, pour faire face au déficit de financement dans ce seul secteur⁶.

Les causes de ce faible taux d'épargne en Afrique sont nombreuses et sont corrélées, notamment avec un marché financier peu attractif et moins ouvert, des services financiers inadéquats, un accès limité de la majorité de la population aux services bancaires, un faible niveau de revenu des ménages, une dynamique démographique de la population et son attitude vis-à-vis de l'épargne etc.

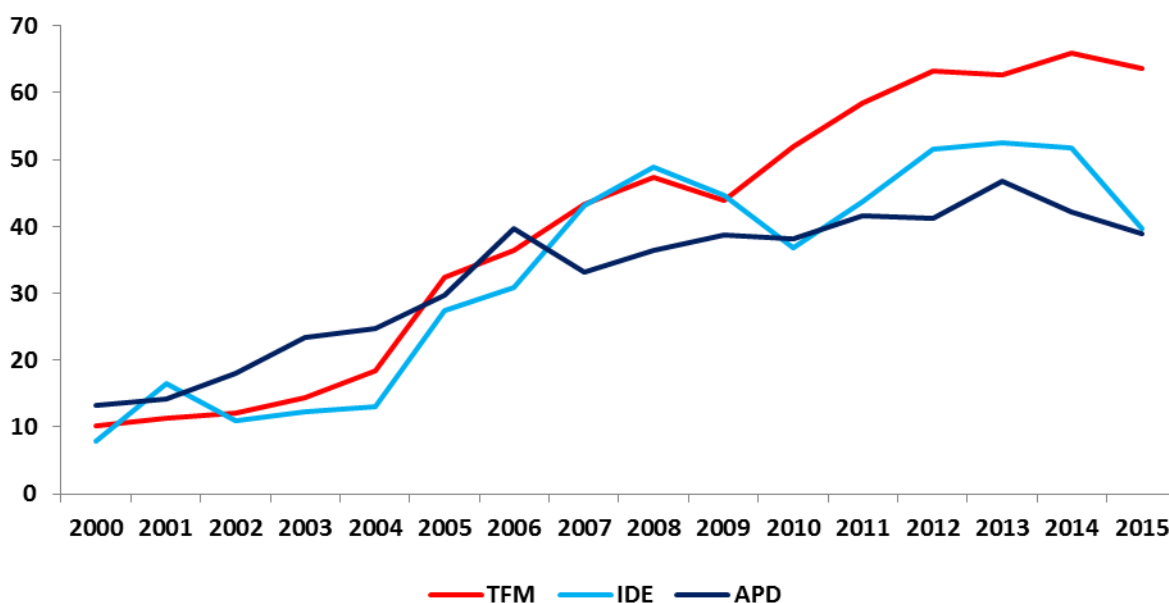
5. Nations-unies, Commission économique pour l'Afrique (2014), « Mobilisation des ressources intérieures », 9^{ème} Forum pour le développement de l'Afrique, Marrakech, Maroc, p. 1.

6. CNUCED (2017), Rapport économique sur l'Afrique, « Evolution récente de la situation économique en Afrique », p. 22.

2.2 - Evolution des transferts de fonds des migrants vers l'Afrique

Les transferts des Africains résidant à l'étranger font l'objet d'une attention particulière en tant que source relativement stable, comparativement à d'autres modes de financement notamment les IDE réputés volatils dans les pays en développement, en l'occurrence les pays de l'Afrique.

Graphique 2 : Evolution des transferts de fonds des migrants, aide publique au développement et investissements direct étrangers vers l'Afrique (en milliards de \$)



Source : Elaboré par les auteurs, données de la BM et la CNUCED.

A partir de ce graphique, il apparaît que pour les pays africains, les envois de fonds des migrants sont devenus une source de financement extérieure plus importante que l'aide publique au développement et l'investissement direct étranger. Toutefois, ces transferts pourraient être plus élevés, dans une mesure pouvant aller jusqu'à 50%, selon les pays, si les montants envoyés par des canaux informels étaient comptabilisés dans les statistiques officielles⁷.

Le poids des transferts destinés à l'Afrique dans l'ensemble des fonds drainés par les pays en développement est passé de près de 29%, en 2010, à 19%, en 2016, soit une baisse de 10 points. Ce déclin, en termes de poids, ne signifie pas nécessairement une baisse des flux de transfert de fonds à destination des pays africains. D'ailleurs, les transferts vers les pays en développement ont connu une croissance de 26% entre 2010 et 2016, mais une grande partie de cette augmentation a profité à d'autres régions comme l'Asie du Sud, l'Asie de l'Est et le Pacifique qui ont vu leur part évoluer de 52% à 55% sur la même période, soit une augmentation de 3 points⁸.

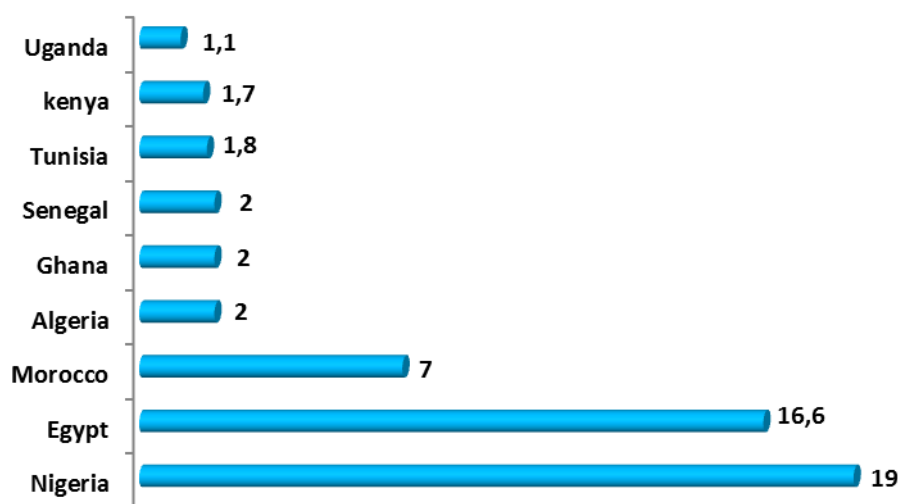
De ce fait, les envois de fonds de la diaspora résidant à l'étranger constituent une manne financière stable et contracyclique en temps de crise, comme lors de la crise financière et économique

7. Observatoire ACP sur les migrations (2011), « Les transferts de fonds des migrants en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique », p. 7.

8. Calculs des auteurs à partir du rapport de la Banque mondiale (2017), « Migration And Remittances », Recent Developments and Outlook, Special Topic: Global Compact on Migration, p. 2. Compact on Migration

internationale de 2008. Cependant, les mauvaises performances économique dans plusieurs pays d'origine, notamment européens, accentuées par l'augmentation du coût moyen de transfert, qui s'est situé à 7,45% en 2016 pour 200 dollars au niveau mondial et à 9,8% pour l'Afrique subsaharienne⁹, a impacté négativement, d'une manière ou d'une autre, les envois des migrants en Afrique. Cette dernière reste, en effet, la région la plus chère et le coût d'envoi de fonds demeure sensiblement supérieur à la cible de 3% fixée dans les objectifs de développement durable. Il s'agit également de l'incertitude sur la situation politique et économique dans certains pays comme l'Egypte qui a connu une chute de la valeur de sa monnaie nationale, suite à l'adoption en 2016 du taux de change flexible.

Graphique 3 : Transfers de fonds des migrants en 2016 (Milliards \$)



Source : calculs des auteurs, données de la BM.

En 2016, et selon le rapport de la Banque mondiale, le Nigeria est classé en tête des pays africains en termes d'envoi de fonds avec un record de 19 milliards de dollars mais qui enregistre, tout de même, une baisse de 10% par rapport à 2015. L'Egypte vient en deuxième position avec 16,6 milliards de dollars. Cela s'explique, en partie, par le fait que ces deux pays sont de grands émetteurs de résidents à l'étranger et ayant une longue tradition de migration. Le Maroc arrive troisième dans le classement avec une somme de 7 milliards de dollars, en provenance notamment de la diaspora résidant en Europe et dans les pays du Golfe.

III. Méthodologie d'estimation et présentation des variables

L'objectif est donc d'estimer l'effet des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique au niveau d'un panel de pays africains, d'une part, et sur leur investissement, d'autre part. Pour ce faire, le choix des variables est basé sur les arguments théoriques et empiriques qui justifient la relation entre les transferts de fonds des migrants et la croissance économique ainsi que l'investissement des pays d'accueil, tout en prenant en compte le poids desdits transferts dans le PIB des pays africains objet de notre étude.

9. Idem, p. 4 et 6.

3.1 - Présentation du modèle économétrique

La relation entre les transferts de fonds des résidents à l'étranger et la croissance économique ainsi que l'investissement du pays « i » à une date « t » et les variables explicatives se définit comme suit :

- Pour la relation entre les transferts de fonds et la croissance économique :

$$grw_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 mri_{it} + \alpha_2 ide_{it} + \alpha_3 apd_{it} + \alpha_4 hk_{it} + \alpha_5 ouv_{it} + \alpha_6 mri * hk_{it} + \alpha_7 grw_{it-1} + \varepsilon_{it}$$

- Pour la relation entre les transferts de fonds et l'investissement :

$$inv_{it} = \beta_0 + \beta_1 mri_{it} + \beta_2 ide_{it} + \beta_3 apd_{it} + \beta_4 hk_{it} + \beta_5 ouv_{it} + \beta_6 cib_{it} + \beta_7 inv_{it-1} + \varepsilon_{it}$$

Avec :

- grw_{it} : La croissance du PIB du pays i au temps t (en log) ;
- grw_{it-1} : La croissance du PIB à t-1 ;
- mri_{it} : La part des transferts des fonds des migrants dans le PIB du pays i au temps t (en log) ;
- ide_{it} : Le ratio IDE/PIB du pays i au temps t (en log) ;
- apd_{it} : L'aide publique au développement par rapport au PIB du pays i au temps t (en log) ;
- hk_{it} : Le capital humain (part des inscrits au secondaire) du pays i au temps t (en log) ;
- ouv_{it} : Le taux d'ouverture commerciale du pays i au temps t ;
- $mri*hk_{it}$ (variable interactive) : Interaction entre les transferts de fonds des migrants et le capital humain des pays d'accueil. Cette variable constitue un proxy de la capacité d'absorption du pays d'accueil ;
- cib : Crédit intérieur accordé au secteur privé du pays i au temps t (en log) ;
- inv : Investissements domestiques du pays i au temps t (en log) ;
- ε_{it} : Terme d'erreur.

L'estimation des effets des transferts de fonds sur la croissance et sur l'investissement est fréquemment biaisée par des problèmes d'endogénéité. De ce fait, les méthodes économétriques usuelles comme les données de panel à effet fixe et à effet aléatoire ne nous permettent pas d'obtenir des estimations efficaces d'un tel modèle.

Dans notre spécification, les principaux biais qui risquent d'affecter les résultats sont le biais de simultanéité et le problème d'hétérogénéité des coefficients estimés. Le biais de simultanéité, résulte d'une possibilité de présence des effets de causalité inverse (impact des variables dépendantes, à savoir la croissance et l'investissement sur les variables explicatives notamment les transferts de fonds et les IDE). Quant au problème d'hétérogénéité individuelle des coefficients estimés, il découle du fait que l'effet des transferts financiers des migrants diffère d'un pays à un autre (nous disposons dans notre cas d'étude de 34 pays africains).

Alors, pour corriger ce biais d'endogénéité, la plupart des travaux empiriques recourent à l'estimation d'un modèle dynamique à l'aide de la méthode des moments généralisés (GMM) de Blundell et Bond

(1998)¹⁰ qui offre une meilleure efficacité et robustesse des résultats de l'estimation à travers l'instrumentalisation des variables endogènes par leurs retards et différences respectifs. De ce fait, elle permet d'apporter des solutions aux problèmes de biais de simultanéité, de causalité inverse et des éventuelles variables omises qui affaiblissent les résultats des études basées sur les méthodes classiques sus-citées.

La validité des instruments retenus peut être confirmée ou rejetée à travers des tests de Hansen ou de Sargan ainsi que des tests d'autocorrélation d'Arellano et Bond AR(1) et AR(2).

3.2 - Source de données

Les séries de variables utilisées dans ce papier sont issues de la base de données de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'OMC. Elles s'étalent sur une période allant de 1980 à 2016 et portent sur 34 pays africains.

IV. Résultats et discussions

Les résultats concernent, d'une part, l'effet des transferts des migrants sur la croissance économique des pays africains et, d'autre part, leur effet sur l'investissement desdits pays.

4.1 - Effets sur la croissance économique

Les équations sont estimées selon trois spécifications, la première, comparant l'impact des transferts des fonds à d'autres flux financiers extérieurs, la seconde, prenant en compte l'effet de l'ouverture commerciale, et, enfin, dans la troisième spécification nous avons introduit l'interaction entre le capital humain et les transferts de fonds des résidents à l'étranger pour mettre en évidence leur effet simultané sur la croissance.

Les résultats d'estimation pour les trois spécifications retenues sont présentés dans le tableau ci-dessous :

10. Blundell et Bond (1998) ont proposé un modèle des GMM en système, qui se compose d'une équation du modèle en différence première et d'une équation du modèle initial en niveau. Les instruments pour la première équation en différence première sont les mêmes que ceux discutés plus haut. Quant à l'équation en niveau, les variables explicatives en niveau sont instrumentées par leurs propres différences premières. La convergence de l'estimateur de la MMG est conditionnée par la validité des instruments.

Tableau 1 : Effet des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique

Sample	(Dynamic estimation, system GMM)		
No. of. obs	Mod I 633	Mod II 629	Mod III 630
MRI	0.0204 (5.78)	0.017 (5.45)	-
IDE	0.0224 (0.47)	-0.038 (-0.74)	-
APD	0.0099 (2.18)	0.0117 (2.62)	0.0271 (5.18)
HK	-0.0032 (-4.51)	-0.0033 (-5.05)	-
OUV	-	0.0361 (3.29)	0.055 (4.58)
MRI*HK	-	-	-0.0115 (-3.62)
GRW_{t-1}	-0.441 (-10.61)	-0.419 (-10.19)	-0.386 (-9.23)
Constant	-0.0741 (-2.77)	-0.0476 (-1.73)	-0.0109 (-0.33)
m 1 (Pr > z)	-4.57 (0.000)	-4.63 (0.000)	-4.54 (0.000)
m 2 (Pr > z)	-3.94 (0.000)	-3.71 (0.000)	-3.68 (0.000)
Sargan test (P-value)	356.14 (0.000)	544.56 (0.000)	524.95 (0.000)

L'estimation par la méthode GMM en système est plus appropriée à condition que les instruments utilisés soient valides et exogènes.

- Le test de Hansen qui suit un χ^2 à un degré de liberté valide le choix de ces instruments si la plus-value du test est supérieure à 0.05.
- L'hypothèse d'autocorrélation de second ordre AR(2) est rejetée si la plus-value du test AR(2) est supérieure à 0.05.

A l'instar des aides publiques au développement, il apparaît des résultats (régressions I et II) que l'impact des transferts de fonds de la diaspora africaine est significatif et agit positivement sur la croissance économique de leur pays d'origine. Cependant, cet effet demeure très faible. Cela peut être justifié par la destination de ces fonds qui sont, dans la plupart des cas, orientés vers les familles des migrants sous formes d'aides pour subvenir notamment à leurs besoins de consommation. Or, l'attente d'un effet positif et fort significatif nécessite l'orientation de ces ressources financières vers les investissements créatifs de la valeur ajoutée et, par conséquent, de la croissance économique.

Ce résultat est justifié, aussi, par la faible capacité d'absorption des pays africains pour les fonds des migrants en particulier et pour les fonds étrangers en général (IDE, APD...). Dans ce sens, il y a lieu de signaler que la disponibilité du capital humain hautement qualifié est l'un des déterminants de l'effet positif des transferts des migrants sur la croissance économique. Toutefois, et comme il ressort des résultats (régressions I et II), la variable capital humain apparaît significative mais impacte négativement la croissance dans les pays africains. Ce constat se conforte avec l'introduction de la variable interactive (régression III), proxy de la capacité d'absorption des pays africains de l'échantillon, qui apparaît significative mais négative.

C'est ainsi que le succès des transferts de fonds sur la croissance dépend de plusieurs facteurs, dont notamment leur orientation vers l'investissement productif ainsi que l'amélioration de la capacité d'absorption des pays d'accueil, mesurée, entre autres, par le niveau de qualification des compétences humaines.

4.2 - Effets sur l'investissement

S'agissant de l'impact des transferts de fonds des migrants sur l'investissement, les résultats des estimations sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : effet des transferts de fonds des migrants sur l'investissement domestique

Sample	(Dynamic estimation, system GMM)	
No. of.obs	Mod I 778	Mod II 512
MRI	0.0314 (1.94)	0.0556 (4.26)
IDE	0.0249 (3.65)	0.0113 (1.91)
APD	-	-0.0427 (-3.03)
HK	-	0.0385 (11.25)
OUV	0.1023 (1.96)	0.338 (7.52)
CIB	0.569 (4.66)	-
IVT_{t-1}	0.745 (22.78)	0.492 (15.97)
Constant	5.197 (8.21)	10.83 (16.85)
m 1 (Pr > z)	-8.13 (0.000)	-4.08 (0.000)
m 2 (Pr > z)	-1.07 (0.283)	-1.99 (0.047)
Sargan test (P-value)	317.16 (0.000)	343.68 (0.000)

L'estimation par la méthode GMM en système est plus appropriée à condition que les instruments utilisés soient valides et exogènes.

- Le test de Hansen qui suit un χ^2 à un degré de liberté valide le choix de ces instruments si la plus-value du test est supérieure à 0.05.
- L'hypothèse d'autocorrélation de second ordre AR(2) est rejetée si la plus-value du test AR(2) est supérieure à 0.05.

L'étude de la relation entre les transferts de fonds et l'investissement domestique apparaît significative et positive, mais reste faible comme dans le cas de l'étude de la relation entre lesdits transferts et la croissance économique. Cela est dû, entre autres, à l'affectation d'une grande partie des ressources financières de la diaspora africaine à la consommation de leur famille ou à l'acquisition des biens immobiliers, classés parmi les investissements à faible valeur ajoutée. Ainsi, le circuit d'investissement productif échappe, dans la plupart des cas, aux ressources financières émanant des résidents africains à l'étranger. C'est ainsi qu'il est primordial d'intégrer les ménages dans le circuit du marché financier en l'encourageant à épargner une partie desdits fonds afin qu'ils soient orientés vers les investissements productifs.

Toutefois, le crédit intérieur accordé au secteur privé apparaît significatif et positif. Cela témoigne du rôle joué traditionnellement par le crédit intérieur comme levier de l'investissement domestique.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que les transferts de fonds des migrants constituent une source incontournable de financement pour les pays d'accueil. Tout en étant destinée aux familles des migrants, cette manne financière est de nature à améliorer leur niveau de vie (consommation, santé...) mais surtout à permettre l'accès de leurs enfants à l'éducation et à l'enseignement, la pierre angulaire dans la formation des compétences de demain. De même, et abstraction faite de l'argent envoyé par les migrants, ces derniers apportent du savoir et du savoir-faire de l'étranger et contribuent au transfert de connaissances et de technologies, à leur retour aux pays d'origine, susceptibles d'impacter positivement à la fois l'investissement et la croissance économique des pays africains.

Conclusion

Les besoins de financement des grands projets structurants en Afrique sont colossaux. Par contre, le taux d'épargne reste faible pour répondre à ces besoins faute, entre autres, de l'existence des marchés financiers peu attractifs et moins ouverts, des services financiers inadéquats et un accès limité de la majorité de la population aux services bancaires. De ce fait, le financement de développement des pays africains nécessite l'encouragement des financements extérieurs dont notamment les fonds de la diaspora résidant à l'étranger. Ainsi, les envois de fonds des migrants sont devenus une source de financement extérieure plus importante que l'aide publique au développement et l'investissement direct étranger pour les pays africains.

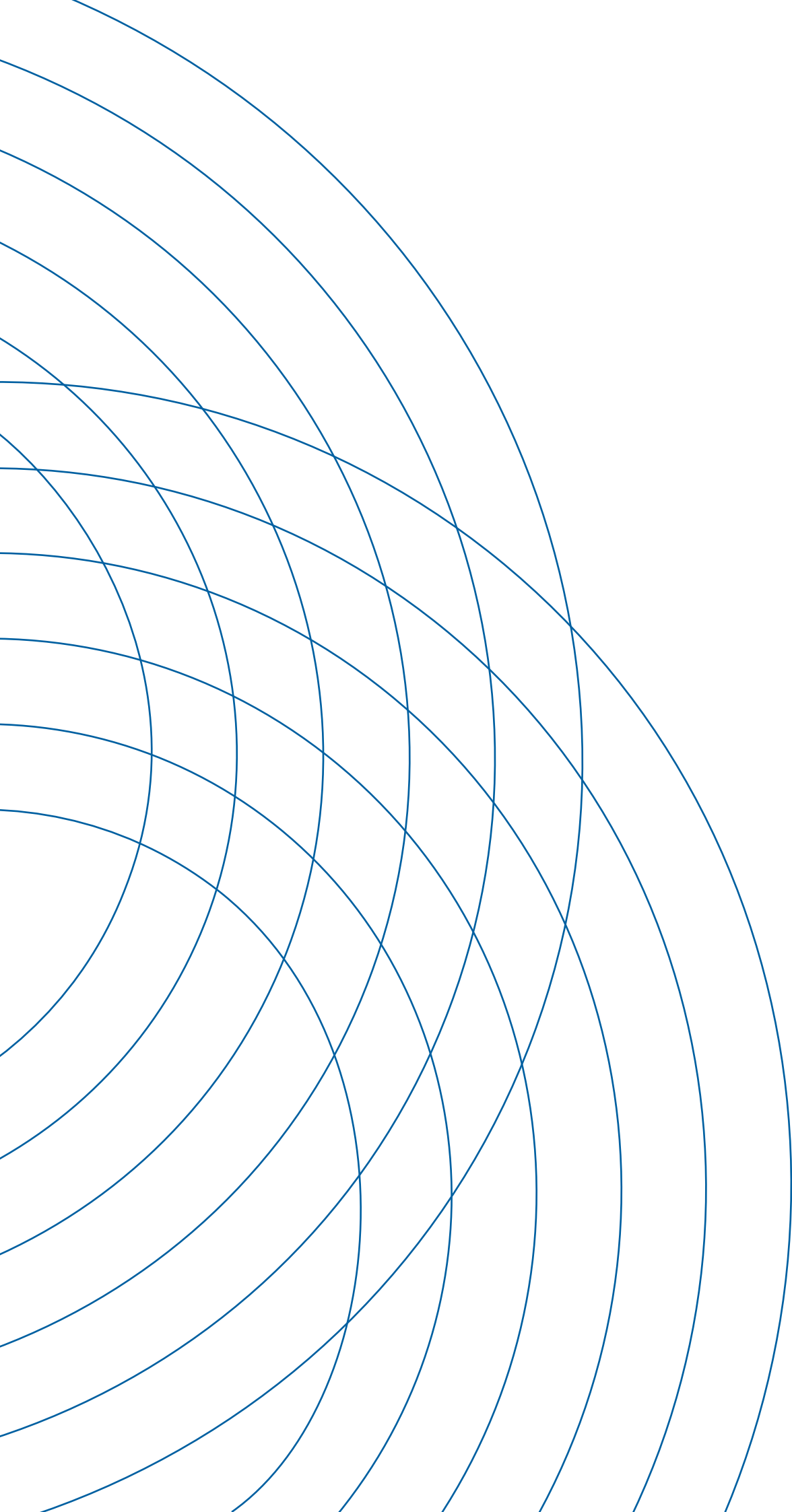
Dans ce sens, l'analyse de l'effet desdits transferts de fonds sur la croissance économique et sur l'investissement domestique des pays africains, objet de l'étude, apparaît significative et positive, mais demeure faible et ne constitue pas un vrai levier de développement économique des pays africains. Ces résultats peuvent être justifiés par l'orientation de ces envois de fonds qui, en majorité, sont destinés aux familles des migrants sous formes d'aides à la consommation et à l'acquisition des biens immobiliers ayant une faible valeur ajoutée et, donc, un faible impact sur l'amélioration de la croissance économique. Ainsi, le circuit d'investissement productif échappe, dans la plupart des cas, aux transferts financiers émanant des africains d'ailleurs.

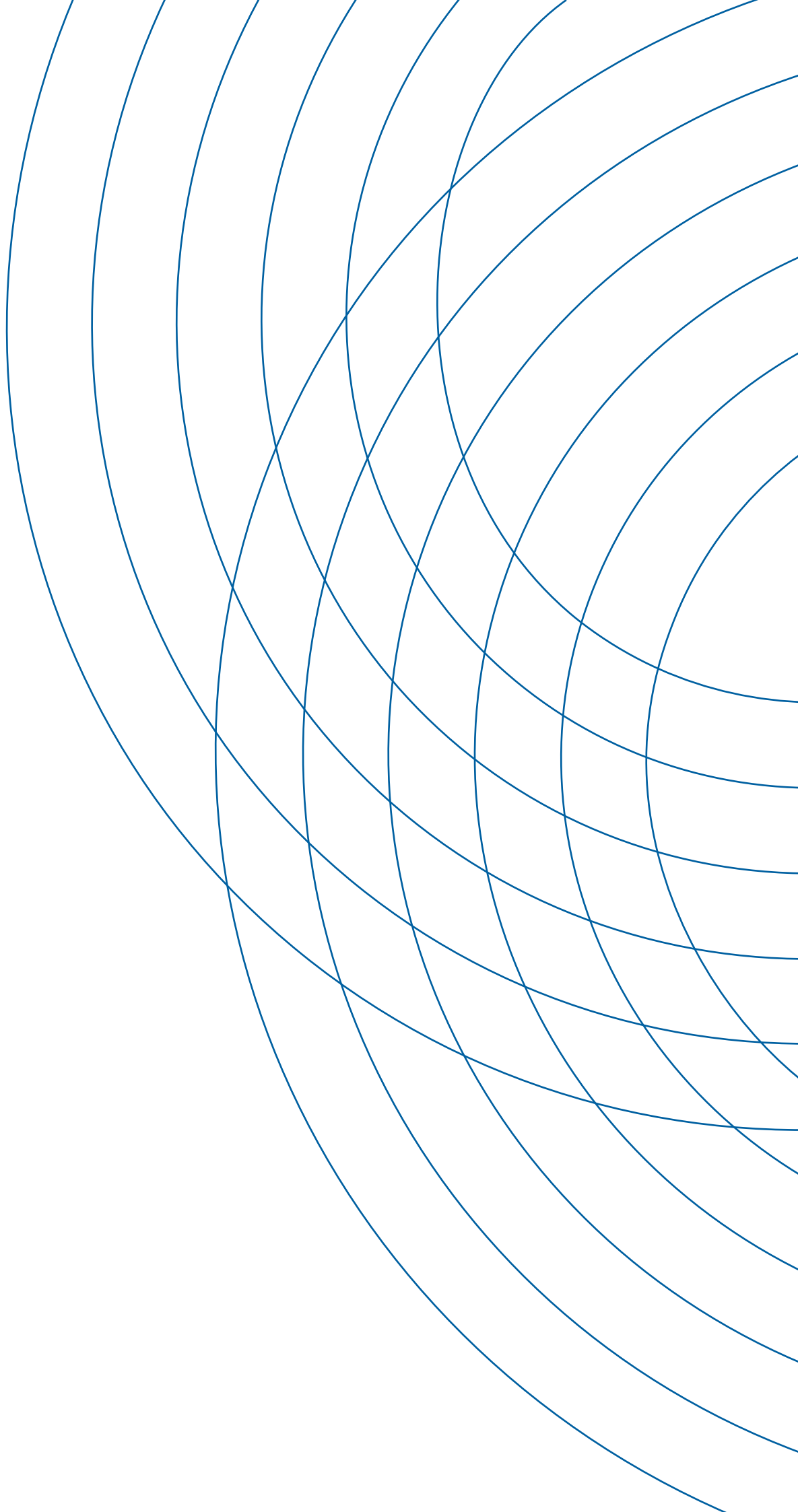
A cet effet, il est important pour les pays africains de moderniser leurs marchés financiers pour qu'ils deviennent attractifs et d'intégrer les ménages dans le circuit de ce marché en les encourageant à épargner une partie desdits fonds afin qu'ils soient orientés vers les investissements productifs et ayant un impact fort sur la croissance. De même, il est opportun d'encourager le retour de la diaspora africaine, notamment les meilleurs talents, pour investir leur savoir-faire dans leur pays d'origine et, par conséquent, contribuer au développement de leur pays.

Bibliographie

- Bakewell, Oliver. "South-South Migration and Human Development: Reflections on African Experiences". Human Development Research Paper, United Nations Development Programme, 2009.
- Banque mondiale. Migration And Remittances. Recent Developments and Outlook, Special Topic: Global Compact on Migration, 2017.
- Ben Jelili, R. et M. Jellal. Transferts des migrants tunisiens et qualification - théorie et évidence. L'Actualité économique, Vol. 78, N° 3. 2002.
- Bouoiyour, Jamal. Les transferts des fonds des migrants marocains : Leviers de croissance et du développement MPRA Paper50537, University Library of Munich, Germany. 2013.
- Brown, R.P.C. and J. Foster. "Remittances and Savings in Migrant-Sending Countries". Pacific Economic Bulletin, 9(2), 1994.
- Catherine, A. P. et Wagh, S. "Effect of remittances on poverty and financial development in sub-Saharan Africa". World Development, 37(1), 2009.
- Catrinescu N, Leon-Ledesma M., Piracha M. & Quillin B. "Remittances, Institutions and Economic Growth". World Development, 2009.
- Charbit, Y. et Chort, I. Les transferts monétaires des migrants : pays industrialisés et pays en développement. Revue Européenne des Migrations Internationales. 2006.
- Charbit, Y. Transferts, retours et développement. Données, concepts, problématiques. Véronique Petit (Ed). Les migrations internationales de retour dans la perspective des pays du Sud, Paris, CEPED. 2006.
- CNUCED. Evolution récente de la situation économique en Afrique. Rapport économique sur l'Afrique. 2017.
- Cosmas Bernard MEKA'A . Transferts de fonds des migrants et dépenses des ménages : Application au cas du Cameroun. Région et Développement n° 41. 2015.
- Dietmar & Shera. "The impact of remittances on economic growth: An econometric model. Economia". 18, 2017.
- Docquier, F., Faye, O., Pestieau, P. "Is migration a good substitute for education subsidies?". Journal of Development Economics, 2008.
- Drinkwater, S. Eade, J. and Garapich, M. "Enlargement and the Labour Market Outcomes of Immigrants in the UK". No. 2410, 2006.
- Dustman, C., Kirchkamp, O. "The Optimal Migration Duration and Activity Choice after re-migration". IZA Discussion Paper Series, 2001.
- FMI. "International Transactions in Remittances". Guide for Compilers and Users, Washington, IMF Editions, 2009.

- Ghosh, B. “Migrants Remittances and Development. Myths, Rhetoric and Realities”. Geneva: IOM and the Hague Process on Refugees and Migration, 2006.
- Guiliano P. & Ruiz-Arranz M.. Remittances. “Financial Development and Growth”. IZA DP No. 2160, 2006.
- Luthria, M. “ The Importance of Migration to Small Fragile Economies”. Human Development Research Paper, n° 55, Human Development Report Office, New York, 2009.
- Marie Coiffard. Les déterminants et impacts macro-économiques des transferts de fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants”. Thèse de doctorat en économie, Université de Grenoble. 2011.
- Mesnard, Alice. “Temporary Migration and Capital Market Imperfections”. Oxford Economic Papers, Vol. 56, 2004.
- Mundaca, G. “Remittances, Financial Market Development, and Economic Growth: The Case of Latin America and the Caribbean”. Review of Development Economics, 2009.
- Murshed, Chowdhury. “Financial Development, Remittances and Economic Growth: Evidence Using a Dynamic Panel Estimation”. The Journal of Applied Economic Research 10 (1), 2016.
- Nations-unies, Commission économique pour l’Afrique. “Mobilisation des ressources intérieures”. 9ème Forum pour le développement de l’Afrique, Marrakech, Maroc, 2014.
- Observatoire ACP sur les migrations. Les transferts de fonds des migrants en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique. 2011.
- Per-Olof Bjuggren, James Dzansi & Ghazi Shukur. “Remittances and Investment”. Working Paper. Series, Paper n° 216, The Royal Institute of Technology, Centre of Excellence for Science and Innovation Studies, 2010.
- Ratha, D. “Leveraging Remittances for Capital Market Access”. Unpublished Manuscript, World CRED, Washington, DC, 2005.
- Ratha, D. “Workers’ Remittances: An Important and Stable Source of External”, 2003.
- Ratha, D. et S. Mohapatra. “Increasing the Macroeconomic Impact of Remittances on Development”. Development Prospects Group, Banque mondiale, Washington, D.C. 2007.
- Riccardo, Fainidu. Migrations et transferts de fonds : Impact sur les pays d’origine. Revue d’économie du développement 2007/2 (Vol. 15). 2007.
- Sanjeev Gupta, Catherine Pattillo et Smita Wagh. L’impact bénéfique des envois de fonds sur l’Afrique. Revues Finances & Développement. 2007.





Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C,
Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal,
Hay Riad, Rabat - Maroc.

Email : contact@ocppc.ma
Phone : +212 5 37 27 08 08
Fax : +212 5 37 71 31 54
Website : www.policycenter.ma